

**No. 36579**

---

**France  
and  
Hong Kong Special Administrative Region (under  
authorization by the Government of China)**

**Agreement between the Government of the Republic of France and the Government of the Republic of Hong Kong concerning mutual legal assistance in criminal matters. Hong Kong, 25 June 1997**

**Entry into force:** *29 September 1999, in accordance with article XXII*

**Authentic texts:** *French, English and Chinese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 4 April 2000*

---

**France  
et  
Région administrative spéciale de Hong-Kong (par  
autorisation du Gouvernement chinois)**

**Convention d'entraide judiciaire eu matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Koug. Hong-Kong, 25 juin 1997**

**Entrée en vigueur :** *29 septembre 1999, conformément à l'article XXII*

**Textes authentiques :** *français, anglais et chinois*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 4 avril 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE  
GOUVERNEMENT DE HONG KONG

Le Gouvernement de la République française, et le Gouvernement de Hong Kong, dûment autorisé par le Gouvernement souverain responsable des affaires étrangères de Hong Kong,

Désireux d'améliorer l'efficacité des deux Parties dans l'application de la loi en matière d'enquêtes, de poursuites judiciaires et de prévention de la criminalité, et de confiscation des produits et des instruments d'activités criminelles,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1er. Champ d'application*

(1) Les Parties s'accordent mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'aide judiciaire la plus large possible en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites d'infractions pénales relevant de la juridiction de la Partie requérante, et dans les procédures y afférentes.

(2) L'entraide peut prendre les formes suivantes :

- (a) identifier et localiser des personnes;
- (b) remettre des documents;
- (c) obtenir des éléments de preuve, des objets ou des documents;
- (d) exécuter des demandes de perquisition et de saisie;
- (e) faciliter la comparution personnelle des témoins et des experts;
- (f) procéder au transfert temporaire de personnes détenues pour qu'elles comparaissent en qualité de témoins;
- (g) obtenir des documents officiels ou des casiers judiciaires;
- (h) retrouver la trace des produits et des instruments d'activités criminelles, les immobiliser, les saisir et les confisquer;
- (i) fournir des informations, des documents et des dossiers;
- (j) remettre des objets, et notamment prêter des pièces à conviction; et
- (k) fournir toute autre forme d'aide conforme aux objectifs de la présente Convention et qui ne soit pas incompatible avec la législation de la Partie requise

(3) L'entraide peut être accordée en vertu de la présente Convention pour des infractions pénales à la législation relative aux impôts, aux droits de douane, au contrôle des changes ou à d'autres questions fiscales.

(4) La présente Convention n'est applicable ni à l'exécution des décisions d'arrestation et des condamnations, ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions au regard du droit commun.

*Article II. Autorités centrales*

(1) Chaque Partie désigne une Autorité centrale.

(2) L'Autorité centrale pour la République française est le Ministère de la Justice. L'Autorité centrale pour Hong Kong est l'Attorney General ou son représentant dûment autorisé.

(3) Les demandes présentées conformément à la présente Convention sont adressées par l'Autorité centrale de la Partie requérante à l'Autorité centrale de la Partie requise. Les demandes sont présentées par écrit. En cas d'urgence, l'Autorité centrale peut transmettre les demandes par télécopie ou via INTERPOL.

(4) L'Autorité centrale de la Partie requise exécute rapidement les demandes ou, selon le cas, les transmet à ses autorités compétentes pour qu'elles les exécutent.

*Article III. Autres formes d'entraide*

Les Parties peuvent s'accorder l'entraide conformément à d'autres conventions, arrangements ou pratiques.

*Article IV. Restrictions à l'entraide*

(1) La Partie requise refuse l'entraide :

(a) si la demande d'entraide porte atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public de la République française ou, dans le cas de Hong Kong, de l'Etat responsable des Affaires étrangères de Hong-Kong;

(b) si elle estime que le fait d'accéder à la demande porterait gravement atteinte à ses intérêts essentiels;

(c) si la demande d'entraide se rapporte à une infraction de nature politique;

(d) si elle a de fortes raisons de croire que la demande d'entraide aura pour effet de porter préjudice à une personne du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques;

(e) si la Partie requérante ne peut remplir aucune des conditions relatives à la confidentialité ou aux restrictions en matière d'utilisation des pièces fournies;

(f) si la demande d'entraide concerne la poursuite d'une personne à raison d'une infraction pour laquelle cette personne a été condamnée, acquittée ou amnistiée dans la Partie requise ou pour laquelle elle ne pourrait plus être poursuivie en raison de la prescription si l'infraction avait été commise dans la juridiction de la Partie requise; et

(g) dans le cas de demandes comportant des mesures de contrainte, lorsque les actions ou les omissions présumées constituer l'infraction n'auraient pas constitué une infraction si elles avaient eu lieu dans la juridiction de la Partie requise.

(2) La Partie requise peut refuser l'entraide si la demande se rapporte à une infraction passible de la peine de mort dans la Partie requérante mais pour laquelle la peine de mort ou bien n'est pas prévue dans la Partie requise ou n'est pas normalement appliquée, sauf si

la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes par la Partie requise que la peine de mort ne sera pas prononcée ou, si elle est prononcée, qu'elle ne sera pas exécutée.

(3) La Partie requise peut différer l'entraide si l'exécution de la demande est susceptible d'interférer avec une enquête ou des poursuites en cours dans la Partie requise.

(4) Avant de refuser ou de différer l'entraide conformément au présent article, la Partie requise, par l'intermédiaire de son Autorité centrale :

(a) informe rapidement la Partie requérante des motifs existants pour envisager le refus ou l'ajournement; et

(b) consulte la Partie requérante pour décider si l'entraide peut être accordée aux termes et conditions jugés nécessaires par la Partie requise.

(5) Si la Partie requérante accepte l'entraide aux termes et conditions stipulés au paragraphe (4) (b), elle doit s'y conformer.

#### *Article V. Demandes*

(1) Les demandes doivent comporter :

(a) le nom de l'autorité pour laquelle la demande est présentée;

(b) une description de l'objet de la demande et de la nature de l'aide demandée;

(c) une description de la nature de l'enquête, des poursuites, de l'infraction ou de l'affaire pénale;

(d) un exposé sommaire des lois et des faits pertinents;

(e) toute exigence de confidentialité;

(f) les détails de toute procédure particulière que la Partie requérante souhaite voir suivre; et

(g) les délais dans lesquels il doit être accédé à la demande.

(2) La Partie requise s'efforce dans toute la mesure du possible de préserver le caractère confidentiel de la demande et de son contenu, sauf autorisation contraire de la Partie requérante.

(3) Tous les documents soumis à l'appui d'une demande doivent être accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de la Partie requise qu'elle spécifie pour chaque cas.

#### *Article VI. Exécution des demandes*

(1) Les demandes sont exécutées conformément à la législation de la Partie requise et, dans la mesure du possible, si la législation de la Partie requise ne l'interdit pas, conformément aux directives stipulées dans la demande.

(2) La Partie requise informe rapidement la Partie requérante de toute circonstance susceptible de retarder de manière significative l'exécution de la demande.

(3) La Partie requise informe rapidement la Partie requérante de toute décision de ne pas exécuter une demande d'entraide, totalement ou partiellement, et des motifs de cette décision.

*Article VII. Représentation et frais*

(1) La Partie requise prend en charge tous les frais courants liés à l'exécution de la demande sur son territoire, à l'exception :

(a) des honoraires d'experts;

(b) des frais de traduction; et

(c) des frais de voyage et des indemnités de séjour des témoins, des experts, des personnes détenues transférées et des agents qui les escortent.

(2) Si au cours de l'exécution de la demande il appert que des frais de nature extraordinaire sont requis pour satisfaire à la demande, les Parties se consultent pour fixer les termes et conditions selon lesquels l'exécution de la demande peut se poursuivre.

*Article VIII. Utilisation limitée*

(1) La Partie requise peut après consultation avec la Partie requérante, demander que l'information ou l'élément de preuve fourni reste confidentiel ou ne soit divulgué ou utilisé que selon les termes et conditions qu'elle aura spécifiés.

(2) La Partie requérante ne peut divulguer ou utiliser une information ou un élément de preuve fourni à des fins autres que celles qui auront été stipulées dans la demande sans l'accord préalable de l'Autorité centrale de la Partie requise.

*Article IX. Présence de personnes*

Aux fins des demandes présentées en vertu de la présente Convention, la Partie requise peut autoriser les personnes concernées par la procédure en cours dans la Partie requérante, leurs représentants légaux et les représentants de la Partie requérante, à être présents lors de l'exécution de la demande.

*Article X. Obtention de témoignages d'objets ou de documents*

(1) S'il est fait la demande qu'un témoignage soit recueilli, la Partie requise fait en sorte de recueillir ce témoignage.

(2) Aux fins de la présente Convention, le témoignage comprend la production de documents, dossiers ou autres pièces.

(3) Aux fins des demandes présentées conformément au présent article, la Partie requérante spécifie les questions devant être posées au témoin ou à la personne qui apporte un élément de preuve, et les points sur lesquels ils doivent être interrogés.

(4) Si nécessaire, l'autorité compétente de la Partie requise peut, soit de son propre chef, soit sur la demande de l'une des personnes visées à l'article IX, poser au témoin ou à

la personne qui apporte un élément de preuve des questions autres que celles visées au paragraphe (3) du présent article.

(5) Une personne appelée à témoigner dans la Partie requise en vertu d'une demande d'entraide peut refuser de témoigner si la législation de la Partie requise lui permet de le faire, en des circonstances similaires dans le cadre de poursuites engagées dans la Partie requise. Si le témoin fait valoir son droit de refuser de témoigner en vertu de la législation de la Partie requérante, le témoignage est néanmoins recueilli, et l'invocation de ce droit est enregistrée et transmise à l'Autorité centrale de la Partie requérante afin que les autorités de cette dernière Partie statuent à cet égard.

#### *Article XI. Remise de documents*

(1) La Partie requise procède à la remise des actes de procédure, des décisions judiciaires et des autres documents qui lui sont envoyés à cette fin par la Partie requérante.

(2) La Partie requérante transmet une demande de remise pour un document relatif à une réponse dans la Partie requérante dans un délai raisonnable avant la date fixée pour la réponse.

(3) La Partie requérante transmet une demande de remise de signification pour une comparution dans la Partie requérante au moins 40 jours avant la date fixée pour la comparution.

(4) La remise peut être effectuée par simple transmission du document au destinataire. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectue la remise dans une des formes prévues par sa législation pour les significations analogues ou dans une forme spéciale compatible avec sa législation.

(5) La Partie requérante doit, dans la mesure où sa législation le permet, renvoyer une preuve de la remise dans la forme demandée par la Partie requérante.

(6) Toute personne qui ne se conforme pas à un acte de procédure qui lui est signifié ne peut être passible d'aucune peine ni d'aucune mesure de contrainte en vertu de la législation de la Partie requérante.

#### *Article XII. Documents accessibles au public et documents officiels*

(1) Sous réserve de sa législation, la Partie requise fournit des copies de documents accessibles au public.

(2) La Partie requise peut fournir des copies de tout document, dossier ou renseignement qui se trouve en la possession d'un service ou d'un organisme gouvernemental, mais qui n'est pas accessible au public, dans la mesure et dans les conditions où ce document, ce dossier ou ce renseignement serait accessible à ses propres autorités compétentes.

#### *Article XIII. Légalisation et authentification*

Les témoignages, documents, dossiers ou autres pièces devant être transmis conformément à la présente Convention ne sont légalisés ou authentifiés que si l'Autorité centrale de la Partie requérante le demande expressément. Les pièces ne sont légalisées ou authenti-

fiées par les agents des services consulaires ou diplomatiques que si la législation de la Partie requérante l'exige spécifiquement.

*Article XIV. Transfèrement de personnes détenues*

(1) Une personne détenue dans la Partie requise dont la présence dans la Partie requérante est demandée en qualité de témoin en vertu de la présente Convention, est transférée de la Partie requise à la Partie requérante, à condition que la Partie requise et la personne y consentent et que la Partie requérante garantisse le maintien en détention de ladite personne et son renvoi subséquent dans la Partie requise.

(2) Si la peine d'emprisonnement d'une personne transférée conformément au présent article expire alors que cette personne se trouve dans la Partie requérante, la Partie requise en avise la Partie requérante qui veille à ce que ladite personne soit remise en liberté.

*Article XV. Transfèrement d'autres personnes*

Si la Partie requérante estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert aux fins d'entraide est nécessaire, elle en informe la Partie requise. Cette dernière invite ce témoin ou cet expert à comparaître et fait connaître la réponse du témoin ou de l'expert à la Partie requérante.

(2) Si une demande est présentée conformément au présent article, la Partie requérante indique le montant approximatif des indemnités à verser, notamment les frais de voyage et d'hébergement.

*Article XVI. Sauf-conduit*

(1) Une personne qui consent au transfert conformément aux articles XIV ou XV ne peut être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune restriction de sa liberté individuelle dans la Partie requérante à raison d'une infraction pénale ni être poursuivie dans une affaire civile alors qu'elle ne pourrait pas l'être si elle ne se trouvait pas dans la Partie requérante ou de toute action ou omission précédant son départ de la Partie requise.

(2) La personne qui consent au transfert conformément aux articles XIV ou XV ne peut être poursuivie sur le fondement de son témoignage, sauf en cas de faux témoignage.

(3) Il ne peut être demandé à une personne qui consent au transfert conformément aux articles XIV ou XV de témoigner dans une autre procédure que celle à laquelle la demande se réfère.

(4) La personne qui ne consent pas au transfert conformément aux articles XIV ou XV ne doit pas, de ce fait, être passible d'une peine ou d'une mesure de contrainte de la part des tribunaux de la Partie requérante ou de la Partie requise.

(5) La personne qui se rend à une citation de la Partie requérante afin d'y répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne peut être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune restriction de sa liberté individuelle dans la Partie requérante pour des actions ou des omissions antérieures à son départ de la Partie requise et non visées par la citation.

(6) Les paragraphes (1) et (5) ne s'appliquent pas si la personne, étant libre de partir, n'a pas quitté la Partie requérante dans un délai de 30 jours après avoir été informée que sa présence n'était plus requise, ou si elle est retournée dans la Partie requérante après l'avoir quittée.

*Article XVII. Perquisition et saisie*

1) La Partie requise exécute, dans la mesure où sa législation le lui permet, les demandes de perquisition, saisie et remise à la Partie requérante de toute pièce utile à une procédure ou à une enquête liée à une affaire pénale.

(2) La Partie requise fournit les informations demandées par la Partie requérante sur les résultats de la perquisition, le lieu de la saisie, les circonstances de la saisie et la garde ultérieure des objets saisis.

(3) La Partie requérante se conforme à toute condition imposée par la Partie requise quant aux objets saisis remis à la Partie requérante.

*Article XVIII. Produits des infractions*

(1) La Partie requise s'efforce, sur demande, d'établir si les produits d'une infraction à la législation de la Partie requérante se trouvent dans sa juridiction et informe la Partie requérante des résultats de ses recherches. Dans sa demande, la Partie requérante communique à la Partie requise les motifs sur lesquels repose sa conviction que de tels produits peuvent se trouver dans sa juridiction.

(2) Si, conformément au paragraphe (1), les produits présumés provenir d'une infraction sont trouvés, la Partie requise prend les mesures nécessaires autorisées par sa législation pour empêcher que ceux-ci fassent l'objet de transactions, soient transférés ou cédés avant qu'un tribunal de la Partie requérante n'ait pris une décision définitive à leur égard.

(3) S'il est présenté une demande d'entraide visant à garantir la confiscation de produits d'une infraction, cette demande est exécutée conformément à la législation de la Partie requise.

(4) Les produits confisqués en vertu de la présente Convention sont conservés par la Partie requise, sauf accord contraire entre les Parties.

(5) Les produits d'une infraction incluent les instruments utilisés en corrélation avec la commission d'une infraction.

*Article XIX. Fourniture d'autres informations  
en corrélation avec des poursuites*

Lorsqu'une infraction a été commise sur le territoire de l'une des Parties et que cette infraction peut également être poursuivie par l'autre Partie, la première Partie informe l'autre Partie si elle décide de ne pas poursuivre l'infraction. Sur demande, cette première Partie peut communiquer des informations ou des éléments de preuve se rapportant à cette infraction.



*Article XX. Echange d'informations figurant  
dans les casiers judiciaires*

Chacune des Parties contractantes, sous réserve de sa législation, donne à l'autre Partie avis de toutes les peines d'emprisonnement infligées à des personnes qui sont, dans le cas de la France, ses ressortissants, ou dans le cas de Hong Kong, ses résidents permanents. Ces avis sont communiqués au moins une fois par an par l'intermédiaire de l'Autorité centrale.

*Article XXI. Règlement des différends*

Tout différend résultant de l'interprétation, de la mise en oeuvre ou de l'application de la présente Convention est réglé par la voie diplomatique si les Autorités centrales ne parviennent pas à trouver un accord.

*Article XXII. Entrée en vigueur et dénonciation*

(1) La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle les Parties se seront notifiées mutuellement par écrit l'accomplissement de leurs procédures respectives nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention.

(2) Chacune des Parties peut dénoncer la présente Convention à tout moment par notification à l'autre Partie. Dans ce cas, la Convention cesse d'être en vigueur à la réception de cette notification. Les demandes d'entraide qui auront été reçues avant la dénonciation de la Convention seront néanmoins traitées conformément aux termes de la Convention comme si cette dernière était encore en vigueur.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

Fait à Hong Kong, le 25 juin 1997, en trois exemplaires, en langues française, anglaise et chinoise, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

THIERRY DANA

Pour le Gouvernement de Hong Kong :

PETER LAI

[ ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS ]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
FRANCE AND THE GOVERNMENT OF HONG KONG CONCERNING  
MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS

The Government of the Republic of France and the Government of Hong Kong, having been duly authorised by the sovereign government responsible for the foreign affairs relating to Hong Kong,

Desiring to improve the effectiveness of law enforcement of both Parties in the investigation, prosecution and prevention of crime and the confiscation of the proceeds and instruments of crime;

Have agreed as follows :

*Article 1. Scope of Assistance*

(1) The Parties shall provide, in accordance with the provisions of this Agreement, the widest measure of mutual legal assistance in the investigation and prosecution of criminal offences falling within the jurisdiction of the Requesting Party and in proceedings related thereto.

(2) Assistance shall include :

- (a) identifying and locating persons;
- (b) serving of documents;
- (c) the obtaining of evidence, Articles or documents;
- (d) executing requests for search and seizure;
- (e) facilitating the personal appearance of witnesses or experts;
- (f) effecting the temporary transfer of persons in custody to appear as witnesses;
- (g) obtaining production of judicial or official records;
- (h) tracing, restraining, forfeiting and confiscating the proceeds and instruments of crime;
- (i) providing information, documents and records;
- (j) delivery of property, including lending of exhibits; and
- (k) other assistance consistent with the objects of this Agreement which is not inconsistent with the law of the Requested Party.

(3) Assistance under this Agreement may be granted in connection with criminal offences against a law related to taxation, customs duties, foreign exchange control or other revenue matters.

(4) This Agreement does not apply either to the execution of arrests and enforcement of verdicts or to offences under military law which are not offences under the ordinary law.

*Article II. Central Authority*

- (1) Each Party shall establish a Central Authority.
- (2) The Central Authority of Hong Kong shall be the Attorney General or his duly authorised officer. The Central Authority for the Republic of France shall be the Ministry of Justice.
- (3) Requests under this Agreement shall only be transmitted by the Central Authority of the Requesting Party to the Central Authority of the Requested Party. Requests shall be in writing. In urgent cases the Central Authority may transmit requests by fax or through INTERPOL.
- (4) The Central Authority of the Requested Party shall promptly comply with requests or, as appropriate, forward them to its competent authorities for them to carry out.

*Article III. Other Assistance*

The Parties may provide assistance pursuant to other agreements, arrangements or practices.

*Article IV. Limitations on Compliance*

- (1) The Requested Party shall refuse assistance if:
  - (a) the request for assistance impairs the sovereignty, security or public order of the Republic of France or, in the case of Hong Kong, the State which is responsible for the foreign affairs relating to Hong Kong;
  - (b) if it is of the opinion that the granting of the request would seriously impair its essential interests;
  - (c) the request for assistance relates to an offence of a political character;
  - (d) there are substantial grounds for believing that the request for assistance will result in a person being prejudiced on account of his race, religion, nationality or political opinions;
  - (e) the Requesting Party cannot comply with any conditions in relation to confidentiality or limitation as to the use of material provided;
  - (f) the request for assistance relates to the prosecution of a person for an offence in respect of which the person has been convicted, acquitted or pardoned in the Requested Party or for which the person could no longer be prosecuted by reason of lapse of time if the offence had been committed within the jurisdiction of the Requested Party; and
  - (g) in the case of requests involving compulsory measures the acts or omissions alleged to constitute the offence would not, if they had taken place within the jurisdiction of the Requested Party, have constituted an offence.
- (2) The Requested Party may refuse assistance if the request relates to an offence which carries the death penalty in the Requesting Party but in respect of which the death penalty is either not provided for in the Requested Party or not normally carried out unless

the Requesting Party gives such assurances as the Requested Party considers sufficient that the death penalty will not be imposed or, if imposed, not carried out.

(3) The Requested Party may postpone assistance if execution of the request would interfere with an ongoing investigation or prosecution in the Requested Party.

(4) Before denying or postponing assistance pursuant to this Article, the Requested Party, through its Central Authority -

(a) shall promptly inform the Requesting Party of the reason for considering denial or postponement; and

(b) shall consult with the Requesting Party to determine whether assistance may be given subject to such terms and conditions as the Requested Party deems necessary.

(5) If the Requesting Party accepts assistance subject to the terms and conditions referred to in paragraph (4)(b), it shall comply with those terms and conditions.

#### *Article V. Requests*

(1) Requests shall include :

(a) the name of the authority on behalf of which the request is made;

(b) a description of the purpose of the request and the nature of the assistance requested;

(c) a description of the nature of the investigation, prosecution, offence or criminal matter;

(d) a summary of the relevant fact and laws;

(e) any requirements for confidentiality;

(f) details of any particular procedure the Requesting Party wishes to be followed; and

(g) details of the period within which the request should be complied with.

(2) The Requested Party shall use its best efforts to keep confidential a request and its contents except when otherwise authorized by the Requesting Party.

(3) All documents submitted in support of a request shall be accompanied by a translation in an official language of the Requested Party to be specified by the Requested Party in each case.

#### *Article VI. Execution of Requests*

(1) A request shall be executed in accordance with the law of the Requested Party and, to the extent not prohibited by the law of the Requested Party, in accordance with the directions stated in the request so far as practicable.

(2) The Requested Party shall promptly inform the Requesting Party of any circumstances which are likely to cause a significant delay in responding to the request.

(3) The Requested Party shall promptly inform the Requesting Party of a decision not to comply in whole or in part with a request for assistance and the reason for that decision.

*Article VII. Representation and Expenses*

(1) The Requested Party shall assume all ordinary expenses of executing a request within its boundaries, except:

- (a) fees of experts;
- (b) expenses of translation; and
- (c) travel expenses and allowances of witnesses, experts, persons being transferred in custody and escorting officers.

(2) If during the execution of the request it becomes apparent that expenses of an extraordinary nature are required to fulfil the request, the Parties shall consult to determine the terms and conditions under which the execution of the request may continue.

*Article VIII. Limitations of Use*

(1) The Requested Party may require, after consultation with the Requesting Party, that information or evidence furnished be kept confidential or be disclosed or used only subject to such terms and conditions as it may specify.

(2) The Requesting Party shall not disclose or use information or evidence furnished for purposes other than those stated in the request without the prior consent of the Central Authority of the Requested Party.

*Article IX. Attendance of Persons*

For the purposes of requests under this Agreement the Requested Party may authorise persons affected by the relevant proceedings in the Requesting Party, their legal representatives and representatives of the Requesting Party to be present at the execution of the request.

*Article X. Obtaining of Evidence, Articles or Documents*

(1) Where a request is made that evidence be taken the Requested Party shall arrange to have such evidence taken.

(2) For the purposes of this Agreement, the giving or taking of evidence shall include the production of documents, records or other material.

(3) For the purposes of requests under this Article the Requesting Party shall specify the questions to be put to the witness or person giving evidence and the subject matter about which they are to be examined.

(4) If necessary, any questions additional to those specified in paragraph (3) of this Article, may be put to the witness or person giving evidence by the competent authority of the Requested Party, either of its own volition or if requested by any of the persons referred to in Article IX.

(5) A person who is required to give evidence as a witness in the Requested Party pursuant to a request for assistance may decline to give evidence if the law of the Requested

Party would permit the person to decline to give evidence in similar circumstances in proceedings which originated in the Requested Party. If the witness claims that there is a right to decline to give evidence under the law of the Requesting Party the evidence shall nonetheless be taken and the making of the claim recorded and transmitted to the Central Authority of the Requesting Party for resolution by the authorities of that Party.

*Article XI. Service of Documents*

(1) The Requested Party shall effect service of writs, judicial verdicts and other documents which are transmitted to it for this purpose by the Requesting Party.

(2) The Requesting Party shall transmit a request for the service of a document pertaining to a response in the Requesting Party within a reasonable time before the scheduled response.

(3) The Requesting Party shall transmit a request for the service of a document pertaining to an appearance in the Requesting Party at least 40 days before the scheduled appearance.

(4) Service may be effected by simple transmission of the document to the person to be served. If the Requesting Party expressly so requests service shall be effected by the Requested Party in the manner provided for the service of analogous documents under its own law or in a special manner consistent with such law.

(5) The Requested Party shall, insofar as its law permits, return a proof of service in the manner required by the Requesting Party.

(6) A person who fails to comply with any process served on him shall not thereby be liable to any penalty or coercive measure pursuant to the law of the Requesting Party.

*Article XII. Publicly Available and Official Documents*

(1) Subject to its law the Requested Party shall provide copies of publicly available documents.

(2) The Requested Party may provide copies of any document, record or information in the possession of a government department or agency, but not publicly available, to the same extent and under the same conditions as such document, record or information would be available to its own competent authorities.

*Article XIII. Certification and Authentication*

Evidence, documents, records or other material transmitted pursuant to this Agreement shall not require any form of certification or authentication unless expressly requested by the Central Authority of the Requesting Party. Material shall be certified or authenticated by consular or diplomatic officers only if the law of the Requesting Party specifically so requires.

*Article XIV. Transfer of Persons in Custody*

(1) A person in custody in the Requested Party whose presence is requested in the Requesting Party as a witness pursuant to this Agreement shall be transferred from the Requested Party to the Requesting Party, provided the Requested Party and the person consent and the Requesting Party has guaranteed the maintenance in custody of the person and his subsequent return to the Requested Party.

(2) Where the sentence of imprisonment of a person transferred pursuant to this Article expires whilst the person is in the Requesting Party the Requested Party shall so advise the Requesting Party which shall ensure the person's release from custody.

*Article XV. Transfer of Other Persons*

(1) If the Requesting Party considers the personal appearance of a witness or expert for the purpose of providing assistance necessary it shall so inform the Requested Party. The Requested Party shall invite the witness or expert to appear and advise the Requesting Party of the reply from the witness or expert.

(2) Where a request is made pursuant to this Article the Requesting Party shall advise the approximate amounts of allowances payable, including travelling and accommodation expenses.

*Article XVI. Safe Conduct*

(1) A person who consents to transfer pursuant Articles XIV or XV shall not be prosecuted, detained, or restricted in his personal liberty in the Requesting Party for any criminal offence or be subject to civil suit being a civil suit to which the person could not be subjected if the person were not in the Requesting Party for any act or omission which preceded his departure from the Requested Party.

(2) A person who consents to transfer pursuant to Articles XIV or XV shall not be subject to prosecution based on his testimony, except for perjury.

(3) A person who consents to transfer pursuant to Articles XIV or XV shall not be required to give evidence in any proceedings other than the proceedings to which the request relates.

(4) A person who does not consent to transfer pursuant to Articles XIV or XV shall not by reason thereof be liable to any, penalty or coercive measure by the courts of the Requesting Party or Requested Party.

(5) A person who responds to a summons from the Requesting Party to answer for acts forming the subject of proceedings against him shall not be prosecuted or detained or restricted in his personal liberty in the Requesting Party for acts or omissions which preceded his departure from the Requested Party and which are not specified in the summons.

(6) Paragraphs (1) and (5) shall not apply if the person, being free to leave, has not left the Requesting Party within a period of 30 days after being notified that his presence is no longer required, or having left the Requesting Party, has returned.

*Article XVII. Search and Seizure*

(1) The Requested Party shall, insofar as its law permits, carry out requests for search, seizure and delivery of any material to the Requesting Party which is relevant to a proceeding or investigation in relation to a criminal matter.

(2) The Requested Party shall provide such information as may be required by the Requesting Party concerning the result of any search, the place of seizure, the circumstances of seizure, and the subsequent custody of the property seized.

(3) The Requesting Party shall observe any conditions imposed by the Requested Party in relation to any seized property which is delivered to the Requesting Party.

*Article XVIII. Proceeds of Crime*

(1) The Requested Party shall, upon request, endeavour to ascertain whether any proceeds of a crime against the law of the Requesting Party are located within its jurisdiction and shall notify the Requesting Party of the result of its inquiries. In making the request, the Requesting Party shall notify the Requested Party of the basis of its belief that such proceeds may be located in its jurisdiction.

(2) Where pursuant to paragraph (1) suspected proceeds of crime are found the Requested Party shall take such measures as are permitted by its law to prevent any dealing in, transfer or disposal of, those suspected proceeds of crime, pending a final determination in respect of those proceeds by a Court of the Requesting Party.

(3) Where a request is made for assistance in securing the confiscation of proceeds of crime such request shall be executed pursuant to the laws of the Requested Party.

(4) Proceeds of crime confiscated pursuant to this Agreement shall be retained by the Requested Party unless otherwise agreed upon between the Parties.

(5) Proceeds of crime include instruments used in connection with the commission of an offence.

*Article XIX. Provision of Other Information  
in Connection with Proceedings*

Where an offence has been committed within the area of a Party and that offence may also be prosecuted by the other Party the former Party may inform the latter Party if it decides not to prosecute the offence. Upon request, the former Party may provide information and evidence in relation to that offence.

*Article XX. Exchange of Information from Criminal Records*

Each Party shall, subject to the requirements of its law, inform the other Party of all sentences of imprisonment imposed in respect of persons who are, in the case of France, nationals or, in the case of Hong Kong, permanent residents. Such information shall be communicated through the Central Authority at least once per year.



*Article XXI. Settlement of Disputes*

Any dispute arising out of the interpretation, application or implementation of this Agreement shall be resolved through diplomatic channels if the Central Authorities are themselves unable to reach agreement.

*Article XXII. Entry into Force and Termination*

(1) This Agreement shall enter into force thirty days after the date on which the Parties have notified each other in writing that their respective requirements for the entry into force of the Agreement have been complied with.

(2) Each of the Parties may terminate this Agreement at any time by giving notice to the other. In that event the Agreement shall cease to have effect on receipt of that notice. Requests for assistance which have been received prior to termination of the Agreement shall nevertheless be processed in accordance with the terms of the Agreement as if the Agreement was still in force.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in duplicate at Hong Kong this twenty-fifth day of June one thousand nine hundred and ninety seven in the French, English and Chinese languages, each text being equally authentic.

For the Government of the Republic of France:

THIERRY DANA

For the Government of Hong Kong:

PETER LAI

[ CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS ]

法蘭西共和國政府  
與  
香港政府  
關於  
刑事司法協助的協定

法蘭西共和國政府與經負責管理與香港有關的外交事務的主權國政府正式授權的香港政府，為加強雙方在調查、檢控、防止罪案及沒收犯罪得益和犯罪工具方面的執法效能，協議如下：

第一條  
提供協助的範圍

- (1) 締約雙方須按照本協定，就屬於要求方管轄範圍內的刑事罪行的調查和檢控，及就有關的訴訟，互相提供最大程度的司法協助。
- (2) 提供的協助，包括以下各項：
  - (a) 辨認和追尋有關的人；
  - (b) 送還文件；
  - (c) 取得證據、物品或文件；
  - (d) 執行搜查和檢取物品的要求；
  - (e) 安排證人或專家親自出庭；
  - (f) 安排暫時移交被拘留的人出庭作證；
  - (g) 獲取司法或官方紀錄；
  - (h) 索究、禁制、沒收和充公犯罪得益和犯罪工具；
  - (i) 提供資料、文件和紀錄；
  - (j) 交付物品，包括借出證物；及
  - (k) 任何與本協定宗旨一致而又與被要求方法律並無不一致的其他協助。

(3) 根據本協定可就違反稅項、關稅、外匯管制或其他稅務法例有關的刑事罪行提供協助。

(4) 本協定不適用於執行拘捕及執行裁決；亦不適用於由軍事法律規定而非由一般法律規定的罪行。

#### 第二條 中心機關

(1) 締約雙方須各自設立一個中心機關。

(2) 香港的中心機關為律政司或經其正式授權的官員。法蘭西共和國的中心機關為司法部。

(3) 根據本協定提出的要求必須由要求方的中心機關傳遞給被要求方的中心機關，要求必須以書面方式提出。在緊急情況下，中心機關可用傳真或經國際刑警組織傳遞要求。

(4) 被要求方的中心機關須迅速履行要求，或按適當情況將要求轉交主管當局執行。

#### 第三條 其他協助

締約雙方可按照其他協定、安排或慣例提供協助。

#### 第四條 履行協定的限制

(1) 如出現以下情況，被要求方須拒絕提供協助：

(a) 協助要求會損害法蘭西共和國或就香港而言，負責管理與其有關的外交事務的國家的主權、安全或公共秩序；

(b) 被要求方認為應允要求將會嚴重損害其本身的基本利益；

(c) 協助要求關乎政治性質的罪行；

- (d) 有充分理由相信協助要求將會引致某人因其種族、宗教、國籍或政治意見而受到不利的待遇；
  - (e) 要求方不能遵守任何有關保密或限制使用獲提供的資料的條件；
  - (f) 協助要求所涉及的被告人，已因同一罪行在被要求方管轄區被定罪、無罪釋放或被赦免；或協助要求所涉及的被告人假使是在被要求方的管轄區犯該罪行，會因時效消失而不能被檢控；及
  - (g) 就涉及強制措施的要求，被指稱構成罪行的作為或不作為，如在被要求方的管轄區發生，並不構成罪行。
- (2) 如有關要求關乎在要求方屬可判死刑的罪行，但被要求方並無判處死刑的規定，或通常不會執行死刑，則除非要求方作出被要求方認為充分的保證，即有關的人將不會被判死刑，或即使被判死刑亦不會執行，否則被要求方可拒絕提供協助。
- (3) 如執行要求會妨礙正在被要求方進行的調查或檢控，被要求方可延期提供協助。
- (4) 在根據本條拒絕或延期提供協助前，被要求方須通過中心機關：
- (a) 及早知會要求方考慮拒絕或延期提供協助的理由；及
  - (b) 與要求方磋商，以確定可否在合乎被要求方認為必需的條件下提供協助。
- (5) 要求方如接受合乎第(4)(b)款所述條件下的協助，必須遵守該等條件。

第五條  
要求

- (1) 協助要求須包括以下內容：
  - (a) 要求方代其提出要求的機關的名稱；
  - (b) 說明提出要求的目的及所需協助的性質；
  - (c) 說明調查、檢控、罪行或刑事案件的性質；
  - (d) 案件有關事實及法律的撮要；
  - (e) 有關保密的任何要求；
  - (f) 要求方希望被要求方依循的任何特別程序的細節；  
及
  - (g) 履行要求的期間的詳細說明。
- (2) 除非獲得要求方授權透露情況，否則被要求方須盡其所能將要求及其內容保密。
- (3) 要求方為支持要求而提交的所有文件，必須附有被要求方就每宗案件所指定的官方語文的譯本。

第六條  
執行要求

- (1) 協助要求須按照被要求方的法律予以執行，並須在被要求方的法律所不禁止的範圍內，在可行的情況下依照要求內所述的指示來執行。
- (2) 被要求方須迅速將任何可能導致嚴重延遲回應該項要求的情況通知要求方。
- (3) 被要求方須迅速就全部或部分不履行協助要求的決定及作出該決定的理由通知要求方。

第七條  
代表及開支

(1) 被要求方須承擔在其境內執行要求的所有一般性開支，但下述項目除外：

- (a) 聘請專家的費用；
- (b) 翻譯費用；及
- (c) 證人、專家、在移交的被拘留人和押送人員的交通費用津貼。

(2) 在執行要求期間，如察覺需作非一般性開支，以履行有關要求，締約雙方須進行磋商，以決定繼續執行要求的條件。

第八條  
使用限制

(1) 被要求方在與要求方磋商後，可要求將所提供的資料或證據保密，或只限在被要求方所指定的條件下方可透露或使用該等資料或證據。

(2) 未經被要求方中心機關事先同意，要求方不得透露或使用被要求方提供的資料或證據作不屬於要求內所述的用途。

第九條  
准許有關的人出席

為根據本協定提出要求的目的，被要求方可准許受到在要求方內的有關訴訟所影響的人、其法律代表、及要求方的代表，在執行要求時出席。

第十條  
獲取證據、物品或文件

- (1) 要求方如提出取證要求，被要求方須安排取得有關證據。
- (2) 就本協定而言，提供或獲取證據包括出示文件、紀錄或其他資料。
- (3) 為根據本條提出要求的目的，要求方須列明擬向證人或作證人士提出的問題和擬向他們訊問的事項。
- (4) 如有需要，被要求方的主管機關在出於本身的意志，或在第九條所提及的任何人的要求下，可向證人或作證人士提出本條第(3)款指明以外的任何問題。
- (5) 因協助要求而須在被要求方管轄區內以證人身份作證的人，在下述情況可以拒絕作證：根據被要求方的法律，如在被要求方內提起的訴訟中出現類似情況，該人可拒絕作證。如該證人宣稱根據要求方的法律有權拒絕作證，被要求方仍須錄取證供，並須把該人作出宣稱一事記錄並轉交要求方的中心機關，由要求方的有關當局處理。

第十一條  
送達文件

- (1) 要求方交付送達的令狀、司法判決及其他文件，被要求方須予以送達。
- (2) 如有關文件需要被送達人作出回應，要求方須於預定回應的日期前的一段合理時間內，向被要求方提出送達該等文件的要求。
- (3) 如有關文件需要被送達人在要求方出席，要求方須於預定出席的日期前最少 40 天，向被要求方提出送達文件的要求。
- (4) 執行送達，被要求方可以把文件簡單交付被送達人。如要求方明確作出要求，被要求方須按本身法律所規定送達類似文件的方式，或按符合該等法律的特別方式，把文件送達。



(5) 在其法律允許的限度內，被要求方須按要求方指定的形式，交回已送達文件的證明。

(6) 被送達人未有遵照送達給他的法律文件的規定而行事，不得因該原因而根據要求方的法律遭受懲罰或強制措施。

#### 第十二條

##### 可供公眾查閱的文件和官方文件

(1) 在其法律允許的限度內，被要求方須向要求方提供任何可供公眾查閱的文件。

(2) 被要求方的政府部門或機構所管有但不供公眾查閱的任何文件、紀錄或資料，被要求方可按照其向本身的主管機關提供該類文件、紀錄或資料的相同範圍和條件，向要求方提供。

#### 第十三條

##### 證明和認證

除非要求方的中心機關明確要求，否則根據本協定傳送的證據、文件、紀錄或其他資料均無須作任何形式的證明或認證。只有在要求方的法律明確規定的情況下，才須由領事人員或外交人員證明或認證有關資料。

#### 第十四條

##### 移交被拘留的人

(1) 要求方根據本協定要求把被拘留在被要求方的人移交給要求方作證人，如被要求方及該人同意，而要求方又保證把該人繼續拘留及在事後送還給被要求方，則須把該人移交給要求方。

(2) 如根據本條被移交的人的監禁刑期於該人身在要求方管轄區時屆滿，被要求方須就此事通知要求方。要求方須確保把該人釋放。

第十五條  
移交其他人

- (1) 要求方如認為一位證人或專家必須親身出席以提供協助，須通知被要求方。被要求方須邀請該位證人或專家出席，並把該位證人或專家的回覆通知要求方。
- (2) 要求方如根據本條提出要求，須把證人或專家可獲的津貼(包括交通及住宿費用)的大數數目通知被要求方。

第十六條  
豁免

- (1) 同意根據第十四或十五條規定被移交的人，不得因其在離開被要求方之前所犯的任何刑事罪行而在要求方被檢控、拘留或被限制人身自由；亦不得因其在離開被要求方之前的任何作為或不作為而受民事控訴，如有關的民事訴訟屬於假如該人不在要求方便不須承受的訴訟。
- (2) 任何人同意根據第十四或十五條被移交，不得根據該人所作證供而對其檢控，但作假證供的情況則不在此限。
- (3) 任何同意根據第十四或十五條被移交的人，除與該項要求有關的訴訟外，不得被要求就任何其他訴訟作證。
- (4) 任何人不同意根據第十四或十五條被移交，要求方或被要求方的法庭不得因此而要他遭受懲罰或強制措施的對待。
- (5) 任何人應要求方傳訊，就構成向其提起訴訟的主題的作為答辯，不得因其在離開被要求方之前而又沒有在傳票中指明的作為或不作為而在要求方被檢控、拘留或被限制人身自由。
- (6) 如有關的人本可自由離去，卻在接獲通知毋須再逗留後30天仍未離開要求方，或在離開後返回要求方，則第(1)及(5)款不適用。

第十七條  
搜查及檢取

- (1) 要求方要求搜查、檢取及移交與刑事案件之訴訟或調查有關的物品，被要求方在本身法律許可的範圍內，須執行要求方的要求。
- (2) 要求方如要求提供有關搜查的結果、檢取物品的地點、檢取物品的情況，以及物品檢取後的保管情況等資料，被要求方須提供。
- (3) 被要求方把檢取到的物品交付予要求方，要求方須遵守被要求方就該等物品提出的任何條件。

第十八條  
犯罪得益

- (1) 如要求方提出要求，被要求方須致力查明是否有任何因觸犯要求方的法律而得來的財物存放於其管轄區內，並須把調查結果通知要求方。要求方在提出要求時，須把何以相信這些財物可能存放於被要求方管轄區內的理由通知被要求方。
- (2) 被要求方如根據第(1)款找到懷疑為犯罪得益的財物時，須採取本身法律容許的措施，防止任何人就這些懷疑為犯罪得益的財物進行交易、轉讓或處置，以待要求方的法庭就這些財物作出最後裁定。
- (3) 要求方如要求協助把犯罪得益沒收，被要求方須根據其法律執行是項要求。
- (4) 除非雙方另行商定，否則根據本協定沒收的犯罪得益須由被要求方保留。
- (5) 犯罪得益包括在犯罪行為中使用的工具。

第十九條  
提供與訴訟有關的其他資料

如一項罪行在締約一方境內觸犯，而該罪行也可由締約另一方提出檢控，則前者如決定不提出檢控，可以通知後者。前者可應後者要求提供與該罪行有關的資料及證據。

第二十條  
交換犯罪紀錄資料

締約一方須在符合其法律規定的情況下，通知締約另一方，後者的國民(就法國而言)或永久性居民(就香港而言)被判監禁的所有案件。該等資料須最少每年一次通過中心機關傳送。

第二十一條  
解決爭議

任何因本協定的解釋、適用或執行而產生的爭議，如雙方的中心機關無法自行達成協議，須通過外交途徑解決。

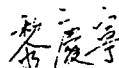
第二十二條  
生效及終止

(1) 本協定將於締約雙方以書面通知對方已各自履行為使本協定生效的規定之日後 30 天開始生效。

(2) 締約一方可隨時通知締約另一方終止本協定。在此情況下，本協定於締約另一方接獲通知後失效，但在協定終止前已接獲的提供協助要求，則仍須按照協定的條款處理，如同協定仍然生效。

下列簽署人，經其各自政府正式授權，已在本協定上簽字為證。

本協定於一九九七年六月二十五日在香港簽訂，共兩份，每份均用法文、英文及中文寫成，各文本均同等作準。



---

法蘭西共和國政府代表



---

香港政府代表

